

## BILAN DE LA CONCERTATION DE LA REVISION DU PLU

### Sommaire 1.

Rappel réglementaire .....	2
Objectifs assignés à la concertation préalable.....	4
Publication d'un article dans la presse locale .....	5
Publication d'un article sur le site internet .....	5
Mise à disposition en mairie d'un registre servant à recueillir par écrit les remarques.....	6
Mise à disposition en mairie, aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie, au fur et à mesure de l'avancée de la procédure, d'un dossier permettant de faire connaître et comprendre la procédure retenue et le projet.....	7
Affichage des délibérations durant toute la période de concertation. ....	8
Bilan global de la concertation publique.....	9

## Rappel Règlementaire

Le présent document tire le bilan de la concertation, conformément aux dispositions des articles L 103-1 à L 103-6 du Code de l'urbanisme

### Article L 103-1

Lorsque des décisions des autorités publiques ayant une incidence sur l'environnement relevant du présent code n'appartiennent pas à une catégorie de décisions pour lesquelles des dispositions législatives particulières ont prévu les cas et conditions dans lesquelles elles doivent être soumises à participation du public, les dispositions des articles L 123-19-1 à L 123-19-6 du code de l'environnement leur sont applicables

### Article L 103-2

Font l'objet d'une concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées :

1-Les procédures suivantes :

- a) L'élaboration et la révision du schéma de cohérence territoriale et du plan local d'urbanisme ;
- b) La modification du schéma de cohérence territoriale et du plan local d'urbanisme soumise à évaluation environnementale ;
- c) La mise en compatibilité du schéma de cohérence territoriale et du plan local d'urbanisme soumise à évaluation environnementale ;
- d) L'élaboration et la révision du PLU soumises à évaluation environnementale ;

2-Les projets et opérations d'aménagement ou de construction ayant pour effet de modifier de façon substantielle le cadre de vie, notamment ceux susceptibles d'affecter l'environnement, au sens de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, ou l'activité économique, dont la liste est arrêtée par décret en Conseil d'Etat ;

3° Les projets de renouvellement urbain ;

## NOTA

Conformément au IV de l'article 148 de la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020, ces dispositions sont applicables aux procédures engagées après la publication de la présente loi.

### Article L103-3

Les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation sont précisés par :

1° L'autorité administrative compétente de l'Etat lorsque la révision du document d'urbanisme ou l'opération sont à l'initiative de l'Etat ;

2° L'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement public dans les autres cas.

Toutefois, lorsque la concertation est rendue nécessaire en application du 2° ou 3° de l'article L. 103-2 ou lorsqu'elle est organisée alors qu'elle n'est pas obligatoire, les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation peuvent être précisés par le président de l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement public compétent.

#### Article L 103-4

Les modalités de la concertation permettent, pendant une durée suffisante et selon des moyens adaptés au regard de l'importance et des caractéristiques du projet, au public d'accéder aux informations relatives au projet et aux avis requis par les dispositions législatives et réglementaires applicables et de formuler des observations et propositions qui sont enregistrées et conservées par l'autorité compétente.

#### Article L 103-5

Lorsqu'une opération d'aménagement doit faire l'objet d'une concertation en application des 2° et 3° de l'article L 103-2 et nécessite une révision du schéma de cohérence territoriale ou du plan local d'urbanisme, la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent peut décider que la révision du document d'urbanisme et l'opération font l'objet d'une concertation unique. Dans ce cas les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation sont précisés par la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale.

#### Article L 103-6

A l'issue de la concertation, l'autorité mentionnée à l'article L 103-3 en arrête le bilan.

Lorsque le projet fait l'objet d'une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre 1er du code de l'environnement, le bilan de la concertation est joint au dossier de l'enquête.

#### OBJECTIFS ASSIGNES A LA CONCERTATION PREALABLE

La CALI du Libournais pour le compte de la commune d'Espiet a engagé une procédure de révision de son plan local d'urbanisme par délibération de la Communauté d'agglomération du Libournais n°2018-05-098 en date du 22/05/2018.

La délibération du Conseil communautaire fixe les modalités de concertation suivantes :

- Affichage de la délibération pendant 1 mois au siège de l'EPCI et à la Mairie d'Espiet,
- Réunion publique avec la population
- Dossier disponible en mairie d'Espiet
- Mise à disposition du public d'un registre destiné aux observations de toute personne intéressée tout au long de la procédure, en mairie aux heures et jours habituels d'ouverture
- Possibilité d'écrire au Maire d'Espiet (1 Ribeyreau 33420 ESPIET) et au Président de la Cali (21 avenue du Maréchal Foch 33502 Libourne)